

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU ZIMBABWE

22 juin 2009

Faits saillants

- En 2009, la production nationale de maïs est estimée à 1,14 million de tonnes, soit un accroissement de 130 pour cent par rapport à la récolte de 2008, qui avait été exceptionnellement mauvaise. Les disponibilités cérésières pour 2009/10 sont estimées à 1,39 million de tonnes. Ce chiffre intègre une production de blé d'hiver estimée à 12 000 tonnes environ, soit le plus bas niveau jamais enregistré et une chute spectaculaire par rapport à 2006, où elle s'établissait à 242 000 tonnes. La culture du blé est durement touchée par les coûts de production, élevés au regard des recettes (du fait en particulier du non-paiement de la récolte de l'année précédente), par le manque de liquidité financière ainsi que par l'incertitude quant à l'approvisionnement en électricité nécessaire à l'irrigation.
- Des précipitations dans l'ensemble bien réparties ont garanti une production cérésièrè bien meilleure cette année que l'année précédente, malgré la cherté et la quantité insuffisante d'intrants tels que les semences améliorées, l'engrais, le combustible et la traction animale.
- Avec une consommation globale de céréales de l'ordre de 2,07 millions de tonnes, dont 1,74 million de tonnes destinées à la consommation humaine directe, et une population de 11 millions d'habitants selon les projections révisées, les besoins d'importation cérésièrè sont estimés à 680 000 tonnes, la part du déficit en maïs se montant à environ 70 pour cent.
- Les chiffres concernant les productions de coton et de tabac sont identiques à ceux de l'année précédente, avec de meilleurs rendements sur des zones plus réduites. Les productions d'arachides, de soja, de haricots de Lima et de tournesol ont toutes augmenté de façon significative par rapport à l'année précédente.
- Le taux d'inflation annuel a reculé par rapport aux 56 millions pour cent (d'après les calculs de la Banque mondiale) de 2008, le niveau le plus haut jamais enregistré au niveau mondial, et il a été ramené à zéro (voire négatif) depuis que le pays a abandonné sa devise pour adopter l'USD et le rand sud-africain comme devises légales, en mars 2009.
- Le gouvernement a également annoncé une réforme du marché cérésièrè, notamment la libéralisation de la circulation, de l'achat et de la vente de céréales à l'intérieur du pays, la suppression des droits d'importation (jusqu'au mois de juin) et la désignation d'une entité para-étatique comme acheteur de dernier ressort afin de maintenir un prix plancher. Cela a permis de remplir les rayons des magasins (avec des produits sud-africains essentiellement) et de faire baisser les prix. Par exemple, le prix de détail du maïs a reculé dans les grandes villes, passant de près de 1,2 USD/kg en octobre-novembre 2008 à environ 0,20 USD/kg au mois de mai 2009. On ne sait pas encore quels seront les effets de cette réforme sur les capacités de production de la prochaine campagne, en particulier au vu de la faible liquidité financière et des autres problèmes de transition économique.
- Les importations commerciales sont limitées par des contraintes de liquidité et il est difficile de prévoir leur niveau durant la campagne de commercialisation en cours. On peut penser que le total des importations commerciales, en admettant qu'il n'y ait aucune restriction à l'importation et que le financement soit suffisant, se situe autour de 500 000 tonnes de céréales, dont environ 300 000 tonnes de maïs pour satisfaire la demande intérieure. Il resterait toujours un déficit alimentaire non couvert de 180 000 tonnes de céréales environ.
- Compte tenu des incertitudes qui entourent les importations dans le nouveau contexte économique, la Mission recommande d'examiner et de mettre à jour périodiquement le bilan national cérésièrè; cette tâche peut être exécutée par le Groupe de travail technique sur la sécurité alimentaire, avec la contribution des parties prenantes compétentes. Dans tous les cas, le gouvernement devrait surveiller les objectifs et l'évolution des importations du secteur privé et être prêt à effectuer ses propres importations afin d'assurer la sécurité alimentaire à travers le pays.
- En 2009/10, une insécurité alimentaire transitoire est à prévoir dans les fermes collectives du pays, tout particulièrement dans les provinces du Mashonaland-Est, de Masvingo et du Manicaland.
- La Mission estime, à titre provisoire, qu'un total de 2,8 millions de personnes vivant en zones rurale et urbaine souffriront d'insécurité alimentaire pendant la campagne de commercialisation 2009/10 et qu'elles auront besoin de quelque 228 000 tonnes d'aide alimentaire (dont 190 000 tonnes de céréales).

- Ces estimations devront être révisées sur la base de l'évaluation du ZimVAC (Comité officiel d'évaluation de la vulnérabilité), prévue en août 2009, qui définira la nature et le niveau de l'assistance requise afin d'améliorer une situation qui devrait empirer d'octobre 2009 à mars 2010.
- En plus d'une aide alimentaire, la Mission recommande au gouvernement et à la communauté internationale d'apporter une aide d'urgence pour fournir en septembre 2009 des engrais et des semences de qualité, ainsi que des produits chimiques pour lutter contre les maladies du bétail transmises par les tiques.
- Afin de lutter contre les problèmes inhérents à une économie en transition et contre des pénuries alimentaires chroniques, il est recommandé à la communauté internationale et au gouvernement de nouer un dialogue pour mobiliser l'aide économique. Parvenir à une production vivrière durable au Zimbabwe nécessiterait de rétablir l'industrie semencière nationale, de promouvoir l'agriculture de conservation, de remettre état les installations d'irrigation, d'investir dans la mécanisation agricole et d'améliorer les services de vulgarisation agricole.

1. APERÇU GÉNÉRAL

Le Zimbabwe a été confronté à une hyperinflation incontrôlable et toujours plus aiguë, à une longue période de croissance économique négative, à une forte dévaluation de sa devise, et à une réduction de sa capacité de production accompagnée d'une importante désindustrialisation. Tous ces phénomènes ont résulté en une pauvreté généralisée et une situation de pénurie alimentaire durant la plus grande partie de l'année précédente. Dans ce contexte, une Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire a été commandée par le gouvernement. La Mission s'est rendue dans le pays du 24 avril au 15 mai 2009 pour effectuer une évaluation indépendante de la production des principales céréales pour 2009, estimer la situation globale de sécurité alimentaire, et déterminer les besoins d'importations vivrières, y compris sous forme d'aide alimentaire, pour la campagne de commercialisation de 2009/10 (avril/mars) en cours. L'objectif principal d'une telle Mission est de dresser un tableau précis de l'étendue et de la gravité de l'insécurité alimentaire existante ou prévue, générée par la crise, dans le pays (ou dans des zones spécifiques), pour permettre au gouvernement et à la communauté internationale de prendre des mesures appropriées en temps voulu pour minimiser l'impact de la crise sur les populations touchées.

À Harare, la Mission a rencontré des membres du Ministère de l'agriculture, de la mécanisation et du développement de l'irrigation (MAMID), le Coordonnateur résident du PNUD, le Représentant ainsi que des fonctionnaires techniques de la FAO, le Directeur national ainsi que d'autre personnel du PAM, la Banque Mondiale, l'UNICEF, l'OIM, le Département de la protection sociale du Ministère de la planification et de la protection sociale, l'Office de commercialisation des céréales (GMB), le Service météorologique du Zimbabwe, le Bureau central des statistiques, le Ministère de la santé et de la protection de l'enfance, le Conseil de l'alimentation et de la nutrition du Zimbabwe, le Syndicat des agriculteurs commerciaux, le Syndicat des agriculteurs du Zimbabwe, des meuniers/commerçants (à savoir, le National Foods et le Blue Ribbon Foods), le plus gros fabricant et fournisseur d'engrais au Zimbabwe (ZFC), Seed Co, le Comité officiel d'évaluation de la vulnérabilité (ZimVAC), ainsi que des membres de certaines ONG nationales et internationales. La Mission a retiré des informations précieuses de ces consultations.

Sur le terrain, la Mission a été aidée et guidée dans ses travaux par des spécialistes principaux du Département de la recherche et de la vulgarisation agricoles (Agritex) et d'autres fonctionnaires du Ministère de l'agriculture de la mécanisation et du développement de l'irrigation (MAMID), l'Office de commercialisation des céréales (GMB), le Département de météorologie et le Ministère de la planification et de la protection sociale, ainsi que par quatre fonctionnaires de la FAO et deux fonctionnaires du PAM basés dans le pays. Quatre observateurs (USAID, FEWSNet, UE, DfID) ont pris part aux discussions principales et les deux premiers se sont rendus sur le terrain. La Mission, scindée en quatre groupes, a parcouru pendant 9 jours les huit provinces rurales du pays, visitant au total 28 districts ruraux, sur les 58 que compte le pays. Les districts devant faire l'objet d'une visite ont été choisis sur la base de divers critères, dont la productivité globale, les zones agro-écologiques, et des considérations liées aux moyens d'existence ou à la vulnérabilité. Ces districts étaient les mêmes que ceux visités en 2008 par la Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire. Dans chaque province et dans chaque district, les équipes ont rencontré des autorités administratives, notamment le Gouverneur de la province et des fonctionnaires de l'Agritex. Après ces réunions, les équipes se sont rendues dans différentes circonscriptions du district sélectionné,

couvrant différents secteurs de l'agriculture (communale, A1, A2, anciennes exploitations redistribuées, agriculture commerciale à petite et grandes échelles). De brèves observations de parcelles agricoles, dans des zones urbaines et péri-urbaines à Harare et à Bulawayo, ainsi que des visites de marchés ruraux/locaux ont été menées. Des entretiens ont également été conduits avec des commerçants. La Mission a fait en outre largement appel à l'analyse par télédétection et aux données sur la pluviosité (en particulier, estimation par satellite des pluies sur une décade, pendant la saison actuelle et la saison passée, et moyenne à long terme pour chaque district), aux indices de végétation et à divers rapports intérimaires d'évaluation.

La Mission a eu accès à l'évaluation de la superficie, effectuée par Agritex durant la première semaine de février, après les semis (première phase), et l'évaluation de la production, réalisée durant la deuxième semaine d'avril, avant la récolte (deuxième phase). Ces informations ont servi de base aux vérifications. L'état du bétail a été observé et examiné en détail en chemin et dans les districts visités. Des évaluations de terrain ont été conduites sur la production et la sécurité alimentaire des ménages, leur vulnérabilité, leurs mécanismes de subsistance et les programmes de protection sociale, suivant la méthode de « triangulation » décrite dans les Directives révisées pour les missions FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires¹. Une comparaison entre la situation de la production agricole et de la vulnérabilité cette année et les années précédentes a été établie afin de bénéficier d'un certain recul historique. Pour parvenir à ces estimations, la Mission a utilisé des données et renseignements émanant de sources secondaires, qu'elle a examinés à la lumière des données, de l'information et des aperçus glanés à l'occasion des visites de terrain.

La Mission a utilisé des données concernant la production au niveau du pays, des provinces et des districts et les a recoupées avec les renseignements obtenus lors de discussions avec les ménages et d'entretiens de groupe. Le revenu potentiel provenant des cultures de rapport et de l'élevage/vente de produits animaux a été utilisé pour tirer des conclusions sur la sécurité alimentaire et les effets correspondants des pertes de production.

Les résultats de la présente Mission sont décrits dans les sections qui suivent et synthétisés dans les Faits saillants, présentés plus haut.

Le présent rapport a été établi par Kisan Gunjal, Swithun Goodbody, Jan Delbaere, Eric Kenefick et Veronica Rammala sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

*Henri Josserand
Chef, SMIAR, FAO
Télécopie : 0039-06-5705-4495
Mél: giewes1@fao.org*

*Mustapha Darboe
Directeur régional, ODD, PAM
Télécopie: 0027-11-5171642
Mustapha.Darboe@wfp.org*

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giewes/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.

¹ FAO/WFP Joint Guidelines for Crop and Food Security Assessment Missions (CFSAMs), janvier 2009.
<http://www.fao.org/docrep/011/i0515e/i0515e00.htm>